



Le 8 janvier 2014

Le Président

100 jours de travail parlementaire

Travailler pour une Europe progressiste de l'espoir

Les 100 jours restants de travail parlementaire avant les élections européennes constituent une opportunité pour l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates de démontrer à quel point l'Europe pourrait être progressiste.

C'est résolument une Europe de justice sociale et de l'emploi. L'Europe de la paix et des droits de l'Homme. Nous rejetons le nationalisme et croyons en la priorité de la méthode communautaire – la seule méthode capable de prévenir le blocage de dossiers vitaux par un seul gouvernement – grâce à un Parlement fort et responsable.

Critiques par rapport à l'Europe actuelle, nous les progressistes offrons une vision alternative, une vision d'espoir pour tous les européens. Nous rejetons la division Nord/Sud et Est/Ouest. La solidarité et les intérêts communs sont la base de notre Europe commune. C'est en s'appuyant sur ces principes que le Groupe S&D va mettre à profit le temps restant jusqu'aux élections de mai 2014 pour préparer le chemin vers une Europe meilleure et sociale pour nos concitoyens et ce, en tenant compte également de nos obligations régionales et globales.

1) Une économie progressiste: croissance, investissement et emplois

Afin de créer des emplois de qualité à temps plein, nous avons besoin de croissance économique et d'investissements -plus spécifiquement dans les énergies alternatives et le combat contre le changement climatique. Nous soutenons une politique européenne de réindustrialisation basée sur l'innovation et la recherche afin d'offrir aux jeunes générations de réels emplois et de leur apporter de l'espoir.

Notre initiative Progressive Economy a démontré qu'une stratégie d'investissement assidue est compatible avec une réduction substantielle à long terme du niveau des dettes nationales. Afin de financer de nouveaux investissements, la lutte contre l'évasion fiscale ainsi que l'introduction d'une taxe sur les transactions financières doivent être accélérés.

Ce sont les éléments principaux d'une gouvernance économique européenne qui inclut une union bancaire viable. Nous devons en finir avec les troïkas et leurs interventions nuisibles et nous ne devons pas les réintroduire par la porte arrière en créant des 'accords contractuels' entre la Commission et des états membres

individuels. Nous insistons sur la méthode communautaire à cause de sa légitimité et de sa dimension démocratique que lui confère le plein investissement du Parlement.

2) Egalité et justice sociale pour tous

L'augmentation de la pauvreté et le fossé grandissant entre riches et pauvres sont inacceptables pour notre mouvement progressiste. Nous devons corriger ces inégalités et insuffler à la classe moyenne l'espoir d'un meilleur futur. L'Europe sociale est indivisible et récompense toute personne contribuant au bien-être commun. La liberté de mouvement, le droit de travailler et d'étudier dans tous les pays de l'Union européenne constituent des droits fondamentaux pour tous les Européens.

Nous rejetons la discrimination quant à l'accès aux services sociaux dans la législation nationale. Parallèlement à cela, nous exigeons l'introduction de mesures et contrôles européens contre le dumping social et l'exploitation de travailleurs émigrés. Nous ferons pression sur les gouvernements afin qu'ils utilisent pleinement les ressources budgétaires de l'UE pour promouvoir l'intégration, l'éducation et le bien-être social de tous les citoyens.

3) Sociétés progressistes sans discrimination

Au cours des deux derniers siècles, l'Europe a connu un changement radical par l'introduction des droits fondamentaux et civils, résultats du combat pour la démocratie et l'égalité. Nous lutterons contre les campagnes régressives des partis conservateurs et de droite en Europe qui veulent éradiquer les progrès faits dans nos sociétés et ce, essentiellement au niveau des droits de la femme, des minorités ou des personnes LGBT.

Les progressistes européens vont défendre la charte européenne des droits fondamentaux et nous combattons toute forme de discrimination, de racisme et d'homophobie. Nous respectons les droits individuels et le principe de subsidiarité mais nous n'accepterons jamais des restrictions autoritaires et discriminatoires des libertés individuelles.

4) Vie privée et protection des données

La protection des données et de la vie privée est la clé des politiques progressistes et un droit fondamental pour tous les citoyens d'Europe. Nous avons besoin d'une forte législation européenne afin de protéger la vie privée et les données personnelles.

Le Parlement européen a approuvé une proposition robuste et nous ne pouvons accepter l'inaction actuelle du Conseil. Les gouvernements doivent se réunir et négocier avec le Parlement européen afin d'adopter des règlements de protection des données pour tous les citoyens de l'UE -avant les élections européennes-, que tous les acteurs, européens ou non, devons respecter. La législation européenne concernant la protection des données doit être respectée et soutenue dans tous les accords internationaux, en commençant par le futur partenariat commercial et d'investissement transatlantique EU-US.

5) Élargissement avec précaution et préparation

L'élargissement de l'Union Européenne n'est pas terminé. Mais toute adhésion doit être bien préparée. Les droits fondamentaux et les valeurs européennes doivent être respectés sans équivoque.

Les pays candidats des Balkans doivent surmonter leurs divisions du passé et implanter une coopération régionale. La Turquie doit faire preuve d'une détermination claire au niveau des réformes démocratiques, du respect des droits des minorités et de la liberté de religion. Nous ne sommes pas d'accord avec les méthodes de plus en plus autoritaires de l'actuel gouvernement.

Cependant, nous soutenons tous les processus d'adhésion en cours et confirmons notre solidarité envers ces pays et leurs populations.

6) Progrès et droits de l'homme dans notre voisinage

Malgré les échecs en Ukraine et dans certains pays du printemps arabe, nous continuerons à soutenir les aspirations des populations alentours à un développement économique et social et à des institutions démocratiques. Nous devons restructurer la politique du bassin méditerranéen et proposer de nouvelles formes de coopération. Nous devons aider ces sociétés à lutter contre les tendances radicales et fondamentalistes qui affectent les droits fondamentaux, en particulier des femmes et des minorités.

Nous continuons à soutenir tous les efforts politiques et humains pour instaurer la paix entre Israël et la Palestine, ainsi qu'en Syrie. Nous nous investissons afin que le Moyen-Orient ne verse pas dans une course à l'armement nucléaire.

7) Immigration : une approche humaine et flexible

Notre politique d'immigration et d'asile ne peut être la somme de 28 approches différentes. C'est un défi européen et l'Europe doit définir une politique commune en tant qu'acteur politique à part entière et pas uniquement en tant que donateur opérationnel. La réponse européenne doit se baser sur un soutien humanitaire aux réfugiés et émigrés en situation de détresse et sur des conditions d'accueil dignes. La solidarité entre pays membres est la clé et en tant que progressistes, nous luttons pour plus de solidarité et une interprétation plus large de la réglementation Dublin III afin de rendre la réunification des familles possible.

Nous devons éradiquer le trafic d'êtres humains grâce à une plus grande coopération avec nos pays voisins. Mais nous devons également donner plus d'opportunités à la migration légale vers l'Europe et ce, sur base d'une évolution de marché et des accords de mobilité avec les pays d'origine des migrants.

Nos sociétés doivent être une maison d'accueil pour tous ceux qui résident, étudient ou travaillent en Europe. L'Europe doit renforcer son soutien aux autorités locales et États membres pour l'intégration et promouvoir l'accès à la nationalité et aux droits des citoyens pour tous les 'nouveaux Européens', pour les enfants nés et élevés dans l'UE ainsi que pour les résidents à long terme.

8) Vers une politique de sécurité et de défense commune en coopération avec nos partenaires régionaux

Vers une politique de sécurité et de défense commune en coopération avec nos partenaires régionaux.

Dans un monde d'insécurité et de dynamisme, nous devons implanter une police de sécurité et de défense européenne dans le cadre d'un concept exhaustif, particulièrement en ce qui concerne le combat contre le terrorisme. Des interventions

militaires potentielles devraient être prudemment planifiées et leur exécution devrait toujours dépendre d'une stratégie de sortie viable.

L'Europe doit établir des alliances de coopération avec des partenaires régionaux et devrait toujours, -en tant que promoteur du multilatéralisme-, faire appel au soutien des Nations Unies pour les interventions militaires.

9) Commerce & aide au développement pour l'emploi, les droits sociaux et le développement durable

Nous soutenons pleinement le nouveau compromis d'un accord de commerce multilatéral (Bali package) tout en continuant à négocier des accords bilatéraux. Faciliter le commerce permet à l'Europe d'accélérer la création d'emplois et d'améliorer les droits de l'homme, plus spécifiquement ceux des travailleurs ainsi que la protection de l'environnement dans les pays tiers. Tous les accords commerciaux doivent être négociés en toute transparence.

En ce qui concerne les pays développés, le commerce et l'aide doivent se faire main dans la main. Nous allons suivre attentivement le respect et l'implantation de notre législation de transparence pour les industries extractives.

10) Coopération constructive et espoir contre nationalisme destructif et désespoir

100 ans après le début de la Première Guerre mondiale, nous ne pouvons laisser une nouvelle vague de nationalisme s'immiscer, incompatible avec les principes et valeurs progressistes.

L'unification et la coopération européenne doivent, avec les forces progressistes à travers le monde, donner vie à une globalisation démocratiquement et socialement viable. Le nationalisme avec tous ses ingrédients de xénophobie et de discrimination ne peut donner l'espoir d'un meilleur futur, il ne peut satisfaire les défis actuels. Le nationalisme repose sur des illusions et sème la terreur. Seule la coopération internationale et une Europe unie peuvent montrer le chemin vers un futur meilleur.